



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 24/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SICAL**

69 rue du Docteur Pontier  
62380 Lumbres

#### Références :

H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G4\SICAL\_Lumbres\_0007001030\2\_Insp  
ections\2024 11 18 Bruit et rejets aqueux  
Code AIOT : 0007001030

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2024 dans l'établissement SICAL implanté 69 rue du Docteur Pontier 62380 Lumbres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme annuel de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2024.

Elle fait suite à la visite du 14 juin 2024 qui portait sur la réalisation de nouvelles mesures acoustiques, usine en fonctionnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SICAL
- 69 rue du Docteur Pontier 62380 Lumbres
- Code AIOT : 0007001030
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SICAL à LUMBRES exploite une usine de fabrication de papier et de carton d'emballage. L'installation procède également au moulage de pièces en matière expansée, transforme du polystyrène et du polypropylène. La production est destinée notamment au secteur alimentaire (secteurs de la marée, barquette viande...) et pharmaceutique.

L'installation est soumise à ce jour à autorisation pour les rubriques 2440, 2430-2, 329, 2662-a, 1715 et à enregistrement pour la rubrique 2921 de la nomenclature des Installations Classées. L'établissement fonctionne sous couvert de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22/10/2009.

Elle fait l'objet de plusieurs arrêtés de mise en demeure portant notamment sur des dépassements en émergences acoustiques (APMD du 07/04/2017) et pour régularisation administrative du site (06/09/2012).

#### Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures acoustiques	Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 13.5	Sans objet
2	Respect VLE rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé en juin 2024 à des mesures acoustiques dans les conditions d'usine en fonctionnement et a complété, lors de la présente visite d'inspection, par des mesures en conditions d'usine à l'arrêt.

A l'aide de ces dernières données, Il doit actualiser les résultats des différentes ZER, les intégrer dans son dossier de régularisation administrative et proposer le cas échéant un plan d'action avec délais de mise en œuvre associés.

En ce qui concerne les rejets aqueux, l'exploitant doit revoir les modalités de mise en œuvre de son autosurveillance (méthode et fréquence de surveillance) et redéfinir les modalités de calcul aboutissant aux déclarations GEREP et GIDAF.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Mesures acoustiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 13.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du bruit et des vibrations
<b>Prescription contrôlée :</b>

### 13.5. - Contrôles

L'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### **Constats :**

##### Rappels :

A la demande de l'Inspection, l'exploitant a fait réaliser en juin 2024, par la société ECIB, la première partie des mesures acoustiques, usine en fonctionnement, en Limites de Propriété (LP) et en Zone à Emergence Réglementée (ZER).

Par courriel du 18 octobre 2024, l'exploitant a informé l'Inspection que les mesures, usine à l'arrêt, étaient planifiées du 18 au 19 novembre 2024 sur les 4 points en ZER.

Le jour de la visite d'inspection du 18 novembre 2024, l'Inspection se rend au domicile de la plaignante (ZER 1 bis). Elle constate que des travaux d'élagage et de travaux paysagers fortement bruyants sont en cours sur la parcelle voisine. La plaignante indique les travaux sont prévus pour toute la journée du 18/11/2024.

En ZER 2, le riverain n'est pas présent.

L'Inspection se rend sur le site. Le parcours des installations met en évidence que les activités, en termes de process, de la cartonnerie, de la papeterie et de l'"atelier plastique" ne sont pas en fonctionnement.

Les activités logistique sont maintenues. Une forte densité de poids lourds et d'engins de manutention (6) est constatée au niveau du couloir papeterie. Des bruits de déplacements et d'avertisseurs sonores sont multiples.

Sur la cartonnerie, un déchargement de déchets de cartons est en cours requérant l'intervention d'engins de manutention (déplacements et avertisseurs sonores).

Des travaux de terrassement (grue avec godet) sont en cours au niveau du terrain à proximité de la cuve de réserve sprinklage.

Des travaux sont constatés sur la station d'épuration avec l'intervention de la société ASTRADEC.

Enfin, dans le cadre d'une action de prévention des inondations initiée par l'exploitant, des travaux de terrassement sont en cours sur la parcelle contigüe à la cartonnerie, donnant sur la ZER1. Des bruits de manutention de la grue avec godet sont audibles. L'Inspection constate que ces bruits sont d'ailleurs audibles depuis la parcelle de la plaignante.

L'agent d'accueil interrogé indique à l'Inspection que le trafic poids lourds est particulièrement soutenu en cette matinée du 18 novembre 2024.

L'Inspection demande en séance à l'exploitant de transmettre ses données d'exploitation ainsi que l'ensemble des données collectées dans l'environnement au cabinet ECIB afin qu'il puisse identifier et retirer les sources sonores étrangères à l'exploitation du site, l'objectif étant de se rapprocher au maximum de conditions d'usine à l'arrêt.

**Demande n°1 - L'exploitant exploitera les résultats des mesures acoustiques (usine à l'arrêt et en fonctionnement) pour déterminer sa conformité en ZER. Il les intégrera dans la version actualisée de son dossier de régularisation administrative du site attendu pour le 15 janvier 2025 accompagné d'un plan d'actions avec délais de mise en œuvre associés.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Respect VLE rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Niveaux d'émissions

**Prescription contrôlée :**

8.4.3.1 Les rejets d'eaux résiduares issues du traitement des effluents indiqués aux points 1 et 2 de l'article 7.1 du présent arrêté doivent respecter les valeurs limites supérieures suivantes :

Paramètres	Flux massique annuel (kg/an)*	Flux massique journalier maximum (kg/j)	Concentration moyenne maximale (mg/l)	N i v e a u d ' é m i s s i o n m a x i m u m m o y e n a n n u e l
DCO	73150	330	/	1,4 kg/t
DBO5	27000	75	/	/
MES	23500	75	/	0,45 kg/t
Azote global	4700	47	15 mg/l si le rejet dépasse 150 kg/j	0,09 kg/t
Phosphore total	420	9,3	2 mg/l si le rejet dépasse 40 kg/j	0,008 kg/t

C o m p o s é s organiques du chlore (AOx)	665	4,7	1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j	/
Hydrocarbures totaux	3240	9	10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j	/
Indice Phénol	162	0,45	0,3 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j	/

Des concentrations sont données à titre indicatif. Pour les paramètres suivants l'exploitant se compare à ces valeurs et suit l'évolution de ses rejets sur ces paramètres :

- DCO: 330 mg/l
- DBO5: 75 mg/l
- MES: 75 mg/l

(\*) valeur à respecter par année civile.

#### Constats :

Le contrôle porte uniquement sur le respect des valeurs limites en flux massique annuel (kg/an).

L'étude des déclarations GERE 2021, 2022 et 2023 met en évidence un respect des valeurs limites en flux massique **sauf pour le paramètre phosphore total**.

La valeur limite en flux massique pour le phosphore total est fixée à 420 kg/an.

Année	2021	2022	2023
Flux massique (kg/an)	411	<b>558</b>	<b>528</b>

L'Inspection interroge l'exploitant sur les causes identifiées de ces dépassements, dépassements déjà remontés dans la demande de compléments formulée par l'Inspection sur le dossier d'autorisation de régularisation administrative en cours. En séance, l'exploitant n'avance pas d'explications.

L'Inspection l'interroge ainsi sur la méthode de calcul utilisée ainsi que sur l'origine et la fiabilité des données utilisées qui ont permis d'aboutir aux flux enregistrés dans les déclarations GERE.

Il indique qu'il fait réaliser une fois par mois l'analyse du phosphore total par le laboratoire agréé FLANDRES ANALYSES.

A partir de cette valeur, il déclare "la faire glisser" sur le mois, ce qui donne une valeur par jour calcul à partir du débit journalier.

Le flux massique annuel 2023 est ainsi déterminé à partir d'une extrapolation des 11 valeurs mensuelles transmises par Flandres Analyses.

**L'Inspection indique que cette méthodologie est imprécise et est susceptible de fausser les résultats annuels à la hausse comme à la baisse, d'autant que le programme de surveillance prévoit, en l'article 5, une analyse toutes les semaines sur ce paramètre.**

L'exploitant déclare qu'il réalise cette analyse en interne à l'aide de la méthode NANOCOLOR ortho Phosphates et phosphore total de MACHEREY-NAGEL.

**L'Inspection note qu'il ne s'agit pas d'une méthode de référence et que la fréquence d'analyse hebdomadaire n'est pas rigoureusement respectée.**

L'Inspection demande en séance à l'exploitant de s'interroger sur une détermination du flux de phosphore à partir des données d'autosurveillance hebdomadaires, la multiplicité des résultats permettant de garantir une meilleure représentativité du flux massique annuel.

En réponse par courriel du 25 novembre 2024 et sur la base des données en sa possession et non vérifiées par l'Inspection, l'exploitant déclare que le flux calculé serait de 375,4 kg sur 2023.

Ce résultat de 375,4 kg diffère ainsi fortement avec la valeur de flux de 528 kg déclarée dans GIDAF.

**Demande n°2 - L'Inspection rappelle à l'exploitant que l'analyse du phosphore total doit être réalisée de manière hebdomadaire et qu'en l'absence de mise en oeuvre de la méthode normalisée de référence, des justifications sont attendues (cf. Guide de mise en oeuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE version 02/2022).**

Une visite d'inspection pourra être programmée sur cette thématique.

**L'exploitant doit revoir la méthodologie de calcul pour les déclarations GEREPE et apporter les éléments de justification de ces dépassements dans le dossier de régularisation attendu courant janvier 2025.**

**L'Inspection ajoute qu'un calage de l'autosurveillance doit être réalisé annuellement.**

Pour ce faire, l'Inspection autorise l'exploitant à procéder à ces mesures comparatives lors des futurs contrôles inopinés.

Cette démarche permettra de répondre à l'exigence de réalisation d'un calage de l'autosurveillance, à condition que les échantillonnages soient réalisés de façon simultanée et qu'il transmette spontanément ses résultats d'analyse à l'Inspection dès réalisation.

En ce qui concerne le cadre de surveillance GIDAF, l'Inspection note qu'une actualisation est nécessaire et qu'une mise à jour sera initiée à l'issue de l'instruction du dossier de régularisation administrative.

**Type de suites proposées : Sans suite**